

**Zeitschrift:** L'ami du patois : trimestriel romand  
**Band:** 20 (1992)  
**Heft:** 78

**Artikel:** Allocution prononcée lors de l'assemblée générale de l'ASIN, Berne, samedi 27.06.1992  
**Autor:** Chevallaz, Martin  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-242845>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 17.02.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

**ALLOCUTION PRONONCEE LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
DE L'ASIN, BERNE, SAMEDI 27.6.92**

Notre pays est fort de ses caractères, de ses identités et d'une architecture politique qui a su préserver et défendre ces valeurs. Le fait même qu'aujourd'hui à Berne s'expriment dans des langues différentes le même sentiment est une preuve de la cohésion de ce pays dans sa diversité. Notre rôle est bien d'aménager et au besoin de reconstruire les passerelles entre nos différentes communautés et cesser de diviser le pays. Ceux qui le font, tentant d'opposer une Suisse latine, soit-disant ouverte à l'Europe à une Suisse alémanique fermée à cette même Europe, non seulement se trompe mais nous trompent. La Suisse romande n'est pas moins concernée que les cantons alémaniques, que le Tessin ou que nos compatriotes romanches par le débat historique qui s'ouvre. Ce débat est celui du choix entre survivre en tant que pays libre et maître de sa destinée ou disparaître dans un conglomérat anonyme, éloigné des préoccupations du peuple, impropre à garantir une véritable démocratie. Le combat d'aujourd'hui, notre combat, c'est celui d'une certaine idée de la démocratie, du respect de l'homme en tant que citoyen, pour les valeurs qui sont à la base de notre communauté.

Notre mouvement s'est considérablement renforcé ces derniers mois en Suisse romande. Nous avons plus que doublé nos effectifs. Cela n'est néanmoins et de loin pas suffisant. Nous ne disposons ni de la sympathie des médias, ni de celle des corps constitués. C'est par l'action et l'engagement personnel de chacune et de chacun des membres de l'ASIN que nous allons nous renforcer et briser le mur du silence construit par ceux qui ont peur du débat public.

Pour ma part, rentré hier de Hambourg, j'ai choisi de me mettre dès demain entièrement au service de cette cause.

Notre action, n'ayons pas peur des mots, est tout simplement un acte de résistance. Vous êtes, nous sommes des résistants qui refusons de brader notre pays au nom d'une idéologie européenne dangereuse et utopiste.

Dans ce combat essentiel pour l'avenir du pays et de l'Europe, il ne s'agit pas d'un débat helvético-suisse, deux visions fondamentalement différentes de l'art de gouverner s'opposent.

D'un côté ceux qui préfèrent déléguer le pouvoir à un gouvernement

central, contrôlé par un parlement hétéroclite et sans compétences réelles, contraint à céder toujours plus de son pouvoir aux bureaucrates et autres technocrates. De l'autre, une politique fondée sur des accords bilatéraux entre des démocraties majeures, plus proches du peuple et des réalités, riches d'expériences et d'histoire, garanties de la démocratie.

Concrètement, qu'entraînerait pour nous demain l'alignement sur une construction européenne qui aménage le toit avant de s'être assuré des fondations, sinon le nivellement vers le bas de ce pourquoi nos pères et les pères de nos pères se sont battus.

– Nivellement en matière d'identité d'abord. De quel poids pèserait un petit pays de 6,8 millions d'habitants face au colosse allemand ou au conglomérat hétéroclite de plus de 350 millions d'habitants.

– Nivellement au niveau de notre démocratie ensuite, abandon en particulier de l'essentiel des droits et du pouvoir exercés par nos cantons souverains, nos communes, notre peuple dans le cadre de la démocratie directe. La majorité du peuple et des cantons ne serait plus requise pour des décisions politiques majeures portant sur des modifications de la Constitution ou les traités avec l'étranger. Référendum et droit d'initiative seraient supprimés pour tout ce qui touche à ces questions essentielles. Comme chez nos voisins, gouvernement et parlement décideraient seuls d'un destin qui, comme les décisions de nos tribunaux, n'aurait qu'à suivre en fait les directives de Bruxelles. Cela signifierait l'acceptation d'une forme de démocratie inspirée par des pays qui, pour l'essentiel, ont une culture politique fort différente de la nôtre. Gouvernement éloigné du peuple dont les décisions sont le plus souvent concoctées par des lobbys divers, état-majors des principaux partis, commissions d'experts et bureaucrates en tous genres. Bref, tout sauf une représentation populaire véritable. Une Europe atteinte de gigantisme, incapable de se donner des organes de contrôle efficaces et représentatifs, l'identité des Etats broyée dans le melting-pot. Voilà ce vers quoi nous conduit la politique étrangère actuelle.

– Nivellement bien sûr sur le plan économique, sur celui du niveau de vie, des places de travail. La CE compte actuellement 15 millions de chômeurs, un taux supérieur à 10 %, ce taux est hélas exportable. Il sera le nôtre demain si nous cédon's aux sirènes de l'Europe centralisatrice.

– Nivellement aussi sur le plan de l'agriculture. L'agriculture suisse

cesserait pratiquement d'exister ou ne devrait plus qu'essayer de s'agripper à quelques créneaux d'un marché alléatoire. Avons-nous le droit de laisser le pays en jachère, abandonner nos compatriotes en difficulté, leur refuser notre solidarité ? N'avons-nous pas aussi une responsabilité face au sol et à la nature ?

— Nivellement encore au niveau des entreprises de petite et moyenne importance, soumises alors à un jeu concurrentiel massif qui, s'il comporte sa part de positif, entraîne de fait une dérégulation du marché totale avec ses retombées sociales malheureuses.

— Adaptation aussi sur le plan fiscal. De par l'acceptation obligatoire d'une TVA à 15% , nous assisterions à une augmentation de 10% du coût de la vie. Deux à trois milliards de nos francs devraient par ailleurs être cédés chaque année à la caisse centrale de la CE.

Certains argumentent du fait que l'acceptation du traité sur l'Espace Economique Européen (EEE) n'affecterait qu'en peu de points notre indépendance politique. Il faut le dire tout net, cette affirmation est fautive. On ne peut séparer le politique de l'économique. Nous n'avons pas besoin, comme nos adversaires le pratiquent, de ne signaler que certains aspects du traité sur l'EEE. Les aspects positifs existent. L'ouverture des marchés est nécessaire en certains domaines, les échanges d'une façon générale doivent être développés, le carcan des lois et autres directives, souvent d'origine bernoise d'ailleurs, doit être assoupli mais le prix à payer ne doit pas être notre alignement sur une politique prônant le centralisme et l'abandon des patries. Un pouvoir sans âme, sans foi, sans vision, sans harmonie, sans concorde. Nous devons avoir le courage de dire non à l'Europe de Gulliver.

Comment un peuple majeur tel que le nôtre peut-il accepter de se voir doublement satellisé, d'abord dans le cadre de l'AELE, ou ce qui en reste, d'autre part face à la dite Communauté Européenne ? Pour M. Jacques Delors, le traité sur l'EEE représente une sorte de "concubinage", le mariage officiel étant concrétisé par l'adhésion pure et simple.

Le traité sur l'EEE nous oblige non seulement à accepter l'"acquis communautaire", soit l'essentiel des lois et directives adoptées par la CE jusque là, mais également les lois et directives à venir, sans pour autant avoir le moindre pouvoir de codécision. Cette disposition ne peut être acceptée par un peuple indépendant, il en va de notre digni-

té comme de nos intérêts. L'acceptation du traité sur l'EEE ne peut par ailleurs se justifier que dans l'optique d'une adhésion rapide. Il est si mal ficelé sur le plan institutionnel qu'il ne saurait tenir la route longtemps sans se défaire. Le Conseil fédéral l'a d'ailleurs fait remarquer à maintes reprises : son objectif c'est l'adhésion. Le nôtre c'est l'harmonie. C'est quelque part le débat entre le quantitatif et le qualitatif.

Le traité sur l'EEE, dont l'acceptation entraînerait la libre circulation des biens, des capitaux, des personnes et des services, est un traité éminemment politique, nous ne saurions assez le répéter. Dans le même temps ou l'on prétend vouloir faire ainsi jouer à fond la libre concurrence en instaurant une zone de libre-échange, l'Europe politique, celle de Maastricht, se développe à grande vitesse, passant entre autres par dessus la décision du peuple danois et imposant son rythme intégrateur, qu'importe l'opinion des petits peuples, ils n'ont qu'à se soumettre ou se démettre, c'est l'Europe des éléphants allemands et français qui dicte sa volonté, pas celle des démocraties. C'est ce partenaire là avec lequel nous entrons en tractation, pas un autre.

Sans vouloir traiter ici de toutes les subtilités du traité, il faut relever que : — La libre circulation des personnes, entre autres, entraînerait très vraisemblablement une situation nouvelle sur le marché du travail, situation qui aurait pour corollaires l'augmentation du chômage et le nivellement par le bas des salaires et prestations sociales. Nous nous réjouissons à ce titre d'entendre enfin certaines voix syndicalistes s'élever pour contrer cette politique funeste aux travailleurs.

Par ailleurs, un pays qui compte actuellement plus de 17% d'étrangers sur son territoire ne peut, sans prendre le risque de voir se développer une dangereuse vague de xénophobie, accepter sans autres de s'aligner sur des règles valables pour des pays qui ne sont pas des pays d'immigration. Vouloir choisir ici la politique de l'autruche, c'est s'assurer des lendemains faits de tensions sociales et ethniques, tensions qui, à coup sûr, mèneraient notre pays au déchirement interne.

Parmi les nombreux aspects du débat à relever, il faut citer la précipitation avec laquelle toutes ces affaires sont traitées. Tout se passe comme si on voulait bousculer les choses, nier les objections, interdire la réflexion et l'information objective. Depuis quelques mois, les

citoyennes et citoyens de ce pays sont soumis à un tir croisé placé sous le commandement des fatalistes de tout poil. De ceux qui sont prêts à sacrifier le pays sur l'autel de prétendus avantages économiques immédiats. On parle de débat mais en fait il n'existe pas. Les politiques sont tétanisés à l'idée de devoir nager à contre-courant, c'est pourtant le seul moyen de parvenir à la source.

Si un jour, les architectes de l'Europe veulent bien revoir leurs plans et se décider enfin à construire sur du granit et non sur du sable, alors il sera suffisamment tôt pour s'allier à une Europe démocratique, fédéraliste, respectueuse des peuples et des identités. Alors seulement !

Nous devons contribuer à créer ou maintenir là où elle existe une Europe des identités et des valeurs. Combattre aussi bien le nationalisme béat que la fuite en avant aveugle. Nous entendons rester maîtres sur nos terres et assurer à nos enfants un avenir dans la paix, la sécurité et l'harmonie.

Prôner le développement d'un Etat central fort en Europe c'est suivre un concept d'avant-hier, ne point tenir compte des enseignements de l'histoire, des disparités économiques et politiques, des différences culturelles et linguistiques.

Dans le débat qui s'engage, face aux millions de deniers publics sacrifiés à la propagande par le gouvernement, face à la pression massive exercée par des groupes d'intérêts à court terme, nous n'avons que la force de nos convictions et l'assurance de défendre le pays profond. C'est le combat de David contre Goliath, le combat pour la Suisse et une certaine idée de la démocratie. Je suis fier de pouvoir mener ce combat avec vous.

*Martin Chevallaz*